

Salomé Philipp

Des centaines de places d'apprentissage cherchent encore preneur en Suisse romande, alors que les apprentis démarrent habituellement leur formation en août. Dans les cantons de Vaud, de Genève et du Valais, on totalise presque 1000 places d'apprentissage encore vacantes. Certains secteurs, comme ceux du bâtiment ou de l'hôtellerie-restauration, sont particulièrement touchés (*lire ci-contre*).

Dans le parking souterrain du centre commercial Quartz, à Martigny, une pièce discrète s'ouvre sur des murs d'armoires électriques, hautes jusqu'au plafond. Ici, ce ne sont pas de simples câbles, mais d'épaisses barres conductrices qui acheminent des milliers d'ampères vers la vingtaine de commerces connectés.

«Les jeunes ne sont pas fainéants, mais le concept de tout sacrifier pour son travail n'est plus d'actualité.»

Laura Rod
Cogérante d'un restaurant, hôtel et épicerie



Pour Laura Rod, cuisinière, formatrice et cogérante de Ben ouais, à Corcelles-le-Jorat (VD), ses apprentis et ses employés sont sa priorité. Odile Meylan

Pendant qu'à l'étage les clients remplissent leurs sacs, Philippe Vallotton et son apprenti, Diogo Monteiro, veillent au bon fonctionnement de l'ensemble du système. À 18 ans, le jeune Valaisan finit sa seconde année de formation, sur les quatre années requises pour devenir installateur électrique. Il est convaincu d'avoir fait le bon choix: «Ce métier, c'est le futur. On utilise de plus en plus l'électricité dans tous les domaines, donc je sais que j'aurai toujours du travail.»

Un emploi polyvalent, mais exigeant, à l'Ecole professionnelle de la technique des métiers à Sion impose un cadre strict et des connaissances mathématiques poussées. Diogo Monteiro constate aussi que beaucoup redoutent les conditions parfois pénibles sur les chantiers, telles que des manipulations lourdes ou des températures désagréables. «Ils préfèrent s'enfermer dans un bureau en pensant qu'ils auront de meilleures conditions, sans réaliser que cela peut aussi être difficile... et ennuyeux.»

«C'est une profession dévalorisée et perçue comme peu rentable, déplore Philippe Vallotton, patron de l'entreprise du même nom. Pourtant, un électricien bénéficiant d'une maîtrise fédérale peut gagner jusqu'à 15'000 francs par mois.» Car sans eux, impossible d'allumer une lumière, de scanner un produit ou de payer par carte. Caméras, alarmes incendie, haut-parleurs, connexion internet, ventilation et chauffage sont également liés au réseau électrique du centre commercial.

Fidéliser les apprentis, un vrai défi

Malgré son importance et ses potentiels lucratifs, le métier peine à susciter des vocations. Et même quand la formation aboutit, rien ne garantit qu'ils restent: la concurrence est rude, et d'autres entreprises en quête de main-d'œuvre recrutent parfois les apprentis dès leur diplôme en poche. «C'est un gros investissement de les former, alors quand ils partent aussitôt, c'est encore plus décourageant», confie Philippe Vallotton.

En plus, plusieurs apprentis interrompent leur formation en cours et ne la terminent jamais. «On en a accueilli trois ou quatre

Un cumul de fonctions qu'incarne aussi Laura Rod, cogérante du lieu, à la fois cuisinière, coach en entreprise et formatrice depuis huit ans.

Entre l'odeur appetissante d'un brownie concocté par la chef et son apprentie et les tables décorées dans un style bûcolique, on en oublie presque que le métier traverse une crise depuis plusieurs années. Il figure en première position du classement des apprentissages délaissés en Suisse. Dans le canton de Vaud, 35 places sont toujours vacantes, et environ un quart des apprentis cuisiniers abandonnent dès la première année.

«On ne peut pas se plaindre qu'il n'y ait pas assez de professionnels, mais ne pas en former», soutient Carole Schaller, cogérante chargée du service à Ben ouais. Laura Rod insiste elle aussi sur l'importance de la transmission: «Notre objectif, c'est de perpétuer le savoir-faire, tout en changeant les mentalités. Malheureusement, c'est un domaine qui oppose une forte résistance au changement.»

Réinventer le métier pour séduire les jeunes

Pour Janis Fares, 31 ans, apprentie en troisième année à Ben ouais, être cuisinière, c'est ne jamais s'ennuyer. Elle se reconnaît particulièrement dans les valeurs du restaurant, qui combine une approche zéro déchet avec l'utilisation de produits locaux. Cet engagement global en faveur d'une cuisine durable l'a entraînée à entreprendre sa reconversion professionnelle à Ben ouais, après avoir travaillé avec les animaux.

Si l'équilibre entre sa vie professionnelle et personnelle est parfois compliqué, Janis Fares souhaite tout de même poursuivre dans le secteur après l'obtention de son diplôme. Un choix logique, mais incertain, car selon Laura Rod, près de deux tiers des cuisiniers quittent le métier après avoir obtenu leur diplôme.

«On en a marre que tout le monde dise que notre profession est trop dure», expliquent-elles. Si cette réputation rebute certains jeunes, elle s'explique aussi par les cas de maltraitance et de sexisme rapportés dans certains établissements. Les deux générations veulent combattre ces stéréotypes par crainte que le savoir-faire disparaîsse de la branche.

«On utilise de plus en plus l'électricité dans tous les domaines, donc je sais que j'aurai toujours du travail.»

Diogo Monteiro
Apprenti électricien

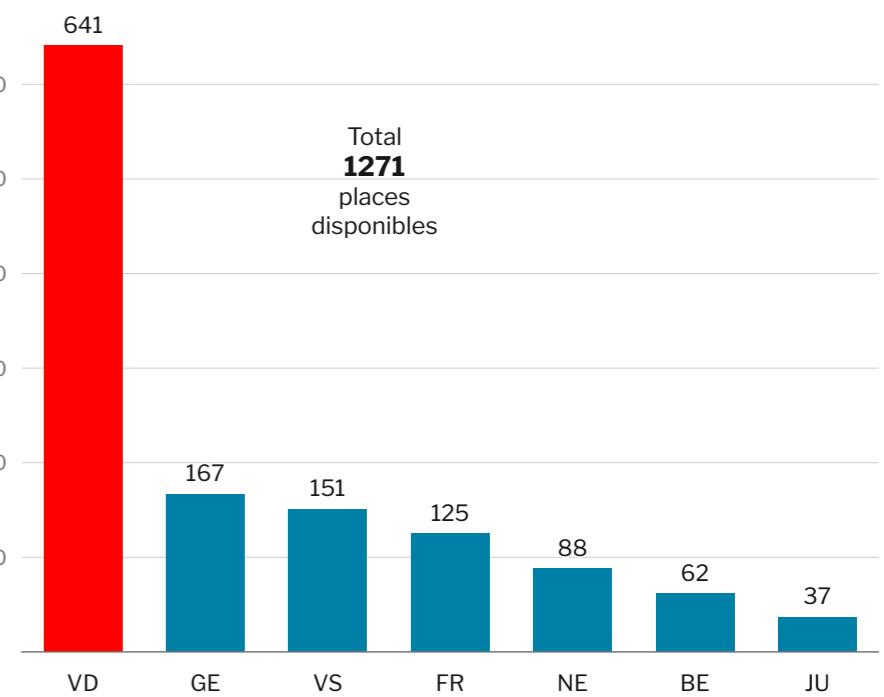
«C'est à nous de nous adapter aux exigences de la nouvelle génération, estime Laura Rod. Les jeunes ne sont pas fainéants, mais le concept de tout sacrifier pour son travail n'est plus d'actualité.» Pour s'adapter, la cuisinière a mis en place la semaine à quatre jours, et a participé à la réforme de la formation dans le canton de Vaud. Elle songe désormais à un concours pour valoriser davantage le service. «Quand j'ai commencé, la cuisine, c'était pour les cancres, se souvient-elle. Et puis, il y a eu des concours type «Top Chef» et ça a apporté un certain prestige à la profession, et donc beaucoup plus d'apprentis. Le secteur du service n'a pas encore bénéficié de ça.»

Le manque d'apprentis touche surtout les cantons romands

Formation Face à un désengagement croissant, élus, formateurs et autorités cantonales tentent de réagir.

Le canton de Vaud est celui où il manque le plus d'apprentis

Les places d'apprentissage en français disponibles dans les cantons romands, y compris Berne



État des données au 27 juillet 2025 sur orientation.ch
Graphique: I. Caudillo; Source: orientation.ch

Plus de 9500 places d'apprentissage sont encore vacantes pour l'année 2025-2026, selon le site orientation.ch. Soit près de 17% des 56'000 places que l'Office fédéral de la statistique (OFS) recensait en février.

Si le phénomène s'observe à l'échelle nationale, les cantons romands sont particulièrement touchés, selon l'OFS. On y dénombrait 1271 places disponibles (en français) fin juillet. Certains cantons affichent des chiffres inquiétants. Fin juillet, Vaud comptait encore 641 places inoccupées. Genève et le Valais le suivent, avec respectivement 167 et 151 places vacantes. Le Jura fait figure de bon élève, avec seulement 37 encore à pourvoir.

Plusieurs domaines clés souffrent d'un manque criant d'apprentis: le bâtiment, l'hôtellerie-restauration et les soins à la personne concentrent une large part des places restées vacantes. Parmi les professions les plus touchées, cinq se détachent en Suisse romande, chacune ayant plus de 40 postes non pourvus. Cuisinier, installateur électrique, assistant en soin et santé communautaire, gestionnaire en hôtellerie-intendance et agriculteur occupent les premières places du classement des métiers mal aimés.

Cette pénurie n'est pas nouvelle: depuis une décennie, le nombre d'apprentis diminue en Suisse. Le taux de places d'apprentissage en fonction des emplois a chuté de presque 5% en 2012 à 4,2% en 2022, accentuant le manque de main-d'œuvre qualifiée dans des secteurs déjà précaires. Le décrochage genevois est particulièrement marqué par rapport à la moyenne fédérale. En 2022, le canton n'affichait que 1,6% de places d'apprentissage par rapport au nombre d'emplois. De quoi nourrir l'inquiétude sur la capacité du système à assurer la relève.

En quête de reconnaissance politique

Le conseiller national Jacques Nicolet (UDC/VD) a tenté à deux reprises de promouvoir la formation professionnelle, en mars puis en juin dernier. Il a notamment proposé des mesures incitatives pour les entreprises et une revalorisation salariale des apprentis, jusqu'à 600 francs de plus par mois. Il souhaite ainsi compenser le coût réel de la formation sur le terrain et mieux s'adapter au marché de l'emploi.

À ce jour, le Conseil fédéral lui a répondu que les conditions-cadres étaient suffisantes. Un statu quo que déplore l'élu vaudois. Il estime que «si la formation professionnelle était aussi lucrative que cela, beaucoup plus d'entreprises s'y intéresseraient».

Pour lui, le désintérêt des apprentis n'est pas l'unique problème, car la crise actuelle résulte aussi d'un désengagement

Cuisinière, électricien, ils aiment ces métiers dont personne ne veut

Apprentissage Les centaines de places vacantes et les difficultés à assurer la relève dans plusieurs domaines préoccupent les employeurs. Formateurs et apprentis témoignent.



Philippe Vallotton, électricien à Martigny (VS), forme Diogo Monteiro, 18 ans, qui finit sa seconde année d'apprentissage sur les quatre années requises. Yvain Genevay

progressif des entreprises formatrices. «De nombreux chefs d'entreprise considèrent la formation d'apprentis comme un investissement, et non comme une aubaine financière», affirme-t-il.

Une analyse partagée par Laura Rod, chef-cuisinière et enseignante de cuisine auprès des apprentis du canton de Vaud. «Un apprenti, ce n'est pas un employé, explique-t-elle. Il faut du temps, de la patience, et ça coûte de l'argent. Ils font des erreurs, certains produits peuvent être gâchés, mais c'est normal.»

Jacques Nicolet pointe aussi les effets d'une évolution culturelle plus large. «Alors que seulement 12% des jeunes s'orientaient vers le gymnase dans les années 70, ils sont plus de 40% aujourd'hui. Cette voie valorisée assèche le vivier de candidats à l'apprentissage», estime-t-il. Il appelle à un renforcement de l'orientation professionnelle et à une plus forte implication des parents dans les choix d'orientation de leurs enfants.

Genève veut inverser la tendance

À Genève, où le taux d'apprentissage est particulièrement bas et les places vacantes parmi les plus élevées de Suisse, le Département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP) reconnaît une série de freins structurels. Le canton, très urbanisé, est tourné vers le secteur tertiaire et attire une main-d'œuvre étrangère qualifiée, ce qui limite le recours local à la formation professionnelle. Les grandes entreprises internationales, peu familières du système suisse et où la langue de travail n'est pas le français, y sont également peu impliquées. Selon les autorités, la méconnaissance du système dual pénalise également les apprentissages à Genève.

Pour parer à cette pénurie, le DIP a lancé plusieurs initiatives qui comprennent la présence de conseillères et conseillers en formation dans chaque établissement de secondaire I, une refonte des cours d'orientation et une communication renforcée auprès des parents, notamment via le journal «Génie des Métiers». Du côté des entreprises, l'Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue propose un accompagnement pour l'aide au recrutement, le suivi individualisé des jeunes et un soutien à l'obtention de l'autorisation de former.

Les autorités soulignent qu'en 2024, Genève a enregistré l'un de ses meilleurs taux de contrats signés, avec un total de 2482 apprentissages en filière duale tous parcours confondus. Pour la première fois, plus de 5% des élèves sortant de l'école obligatoire avaient opté pour cette voie.

Salomé Philipp